



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

19 OCTOBRE 2022

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à œuvrer en faveur d'une meilleure
réparabilité et éco-conception des objets**

RAPPORT

fait au nom de la commission
de l'Environnement et de l'Énergie

par Mme Ingrid PARMENTIER (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : M. Martin Casier, Mmes Isabelle Emmery, Véronique Jamoulle, Ingrid Parmentier, M. Tristan Roberti, Mmes Aurélie Czekalski, Viviane Teitelbaum, M. Jonathan de Patoul, Mme Marie Nagy, M. Youssef Handichi, Mmes Lotte Stoops, Cielte Van Achter, Hilde Sabbe.

Membres suppléants : MM. Hicham Talhi, Geoffroy Coomans de Brachène.

Autres membres : Mmes Victoria Austraet, Bianca Debaets, Céline Fremault, Gladys Kazadi, Véronique Lefrancq.

Voir :

Document du Parlement :

A-517/1 – 2021/2022 : Proposition de résolution

GEWONE ZITTING 2022-2023

19 OKTOBER 2022

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**met het oog op het streven naar een betere
repareerbaarheid en ecodesign van
voorwerpen**

VERSLAG

uitgebracht namens de commissie
voor het Leefmilieu en de Energie

door mevr. Ingrid PARMENTIER (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: de heer Martin Casier, mevr. Isabelle Emmery, mevr. Véronique Jamoulle, mevr. Ingrid Parmentier, de heer Tristan Roberti, mevr. Aurélie Czekalski, mevr. Viviane Teitelbaum, de heer Jonathan de Patoul, mevr. Marie Nagy, de heer Youssef Handichi, mevr. Lotte Stoops, mevr. Cielte Van Achter, mevr. Hilde Sabbe.

Plaatsvervangers: de heren Hicham Talhi, Geoffroy Coomans de Brachène.

Andere leden: mevr. Victoria Austraet, mevr. Bianca Debaets, mevr. Céline Fremault, mevr. Gladys Kazadi, mevr. Véronique Lefrancq.

Zie:

Stuk van het Parlement:

A-517/1 – 2021/2022 : Voorstel van resolutie

I. Exposé introductif de Mmes Gladys Kazadi, Bianca Debaets et Victoria Austraet, coauteures de la proposition de résolution

Mme Gladys Kazadi évoque la frustration liée à la vie trop courte des appareils électroniques. Dans le contexte actuel, il est nécessaire de devoir réfléchir à leur conception et à leur utilisation afin de diminuer leur empreinte climatique et environnementale.

Pour ce faire, il faut travailler sur la production mais également sur la réparabilité et la recyclabilité des objets qui vont dépendre du réseau de collecte. Le gouvernement bruxellois peut intervenir à travers sa législation sur les déchets et à travers le plan de gestion des ressources et des déchets.

Dès lors, plusieurs mesures pourraient être mises en œuvre, tel la mise en place d'un indice de réparabilité, le renforcement de l'arrêté du 1^{er} décembre 2016 relative à la gestion des déchets, l'évaluation de la réussite des objectifs chiffrés de la convention environnementale du 13 mars 2019 relative à l'exécution de la responsabilité élargie des producteurs en matière de déchets électriques et électroniques, la fourniture au parlement d'un rapport relatif à la mission attribuée à Recupel ou encore l'évaluation de la réussite du chapitre 4 de l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets.

Cette ordonnance demande donc au gouvernement d'œuvrer activement à une meilleure réparabilité et à un meilleur recyclage des biens électroniques. L'objectif est d'avancer dans le cadre des compétences de la Région sans naïveté mais avec détermination.

Mme Bianca Debaets relate que la Belgique produit annuellement 160.000 tonnes de déchets électriques et électroniques. L'enjeu consiste donc à diminuer ces déchets mais également à mieux les réemployer. Une meilleure recyclabilité permet également de récupérer des matières premières de plus en plus rares.

Concernant l'indice de réparabilité, s'agissant d'une compétence fédérale, l'objectif est demander au gouvernement bruxellois de plaider en ce sens auprès de l'autorité fédérale.

La députée évoque ensuite la sensibilisation du grand public mais également des commerçants en vue de mener ce combat. Elle se réfère ensuite à certaines initiatives de commerçants qui encouragent leurs clients à venir avec leur appareil électroménager précédent en vue de leur donner une seconde vie.

Mme Victoria Austraet évoque le confort et les avantages que les avancées technologiques nous ont apportés. Dans le même temps, les produits mis sur le marché représentent de nombreux défis pour les pouvoirs publics : respect de la vie

I. Inleidende uiteenzetting van mevr. Gladys Kazadi, mevr. Bianca Debaets en mevr. Victoria Austraet, mede-indieners van het voorstel van resolutie

Mevrouw Gladys Kazadi verwijst naar de frustratie over de te korte levensduur van elektronische apparaten. In de huidige context is het noodzakelijk na te denken over hun ontwerp en gebruik om hun klimatologische en ecologische voetafdruk te verminderen.

Daartoe moet men aan de productie werken, maar ook aan de repareerbaarheid en recycleerbaarheid van de voorwerpen, die zullen afhangen van het inzamelingsnetwerk. De Brusselse regering kan ingrijpen via haar wetgeving op de afvalstoffen en het hulpbronnen- en afvalbeheerplan.

Bijgevolg zouden verschillende maatregelen kunnen worden uitgevoerd, zoals de invoering van een reparatie-index, de versterking van het besluit van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen, de evaluatie van het succes van de gekwantificeerde doelstellingen van de milieuovereenkomst van 13 maart 2019 betreffende de uitvoering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid inzake afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, het bezorgen aan het parlement van een verslag over de aan Recupel toevertrouwde opdracht of nog de evaluatie van het wetslagen van hoofdstuk 4 van de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen.

Deze resolutie verzoekt de regering dan ook zich actief in te zetten voor betere repareerbaarheid en recycling van elektronische apparaten. Het is de bedoeling om vooruitgang te boeken in het kader van de bevoegdheden van het Gewest zonder daarbij naïef, maar wel vastberaden te zijn.

Mevrouw Bianca Debaets wijst erop dat België jaarlijks 160.000 ton elektrisch en elektronisch afval produceert. De uitdaging bestaat er dus in die hoeveelheid te verminderen, maar ook om het afval beter te hergebruiken. Een betere recycleerbaarheid maakt het ook mogelijk om steeds zeldzamere grondstoffen terug te winnen.

Aangezien de reparatie-index een federale bevoegdheid is, wordt de Brusselse regering verzocht daarvoor te pleiten bij de federale overheid.

Vervolgens spreekt de volksvertegenwoordiger van de bewustmaking van het grote publiek, maar ook van de winkeliers, in deze strijd. Daarna verwijst ze naar bepaalde initiatieven van winkeliers die hun klanten ertoe aanmoedigen hun afgedankte huishoudtoestellen in te leveren om ze een tweede leven te geven.

Mevrouw Victoria Austraet verwijst naar het comfort en de voordelen die de technologische vooruitgang ons heeft gebracht. Tegelijkertijd brengen de op de markt gebrachte producten veel uitdagingen voor de overheid met zich mee:

privée, fracture numérique et santé mentale. Ils ont également des conséquences environnementales et climatiques. Un exemple de l'augmentation exponentielle de ces biens concerne l'internet des objets (montres, balances, frigos, poubelles, etc.).

Il en découle une obsolescence qui est intrinsèque à notre système économique. Nous sommes face à deux intérêts contradictoires, avec d'un côté les avantages réels procurés par les innovations technologiques, et de l'autre, des conséquences environnementales délétères. S'il faut clairement remettre en question l'idée de croissance pour raisonner notre consommation, une étape positive serait déjà pour les pouvoirs publics de travailler à imposer une meilleure réparabilité et une écoconception des objets. La lutte contre l'obsolescence programmée s'insère pleinement dans une logique d'économie circulaire et cela alors que le modèle dans lequel nous vivons n'est pas durable.

II. Discussion générale

Mme Lotte Stoops confirme qu'il faut effectivement sortir de la société du tout jetable. Nous accumulons ainsi une montagne de déchets et nous mettons la pression sur des matières premières.

L'information des consommateurs est essentielle et la députée appuie la mise en place d'un indice de réparabilité. D'ailleurs, la ministre fédérale de l'Environnement, Mme Zakia Khattabi, vient d'annoncer l'instauration d'un indice de réparabilité obligatoire pour les appareils électroniques. Des étapes sont donc entreprises au niveau de l'autorité fédérale pour améliorer la réparabilité des objets.

Son groupe politique plaide également au niveau du parlement européen pour l'instauration d'un indice de réparabilité à l'échelle européenne.

Concernant la responsabilité élargie des producteurs, le ministre Alain Maron a récemment annoncé la mise en place d'un cadre plus contraignant dans le cadre d'un accord de coopération qui est en cours de discussion. Il y a donc également des avancées sur ce sujet. Dès lors, elle ne soutiendra pas cette proposition de résolution.

Mme Viviane Teitelbaum estime que la lutte contre l'obsolescence programmée est indispensable. Toute une série de mesures devraient être prises à cet égard (réemploi, réparation, disponibilité des pièces détachées, accessibilité des plans des pièces détachées, réutilisation des composants, etc.).

L'initiative présentée ici, si elle est louable, est quand même limitée puisque sa demande principale concerne une compétence de l'autorité fédérale. Pour le reste, on demande de procéder à des évaluations et à fournir des rapports.

Le gouvernement fédéral est sur le point d'approuver un avant-projet de loi qui rendrait obligatoire cet indice courant 2023. Il convient néanmoins de tenir compte des retours d'expérience venant de France, premier pays à avoir mis en

privacy, digitale kloof en geestelijke gezondheid. Ze hebben ook gevolgen voor milieu en klimaat. Een voorbeeld van de exponentiële toename van die goederen is het internet der dingen (horloges, weegschalen, koelkasten, vuilnisbakken enz.).

Dat leidt tot een veroudering die inherent is aan ons economisch systeem. We worden geconfronteerd met twee tegenstrijdige belangen, enerzijds de reële voordelen van de technologische innovaties en anderzijds de schadelijke gevolgen voor het leefmilieu. Het is weliswaar duidelijk dat we het idee van groei ter discussie moeten stellen om onze consumptie te rationaliseren, maar het zou al een stap in de goede richting zijn als de overheden zich zouden inzetten voor betere repareerbaarheid en ecodesign van de voorwerpen. De strijd tegen geprogrammeerde veroudering strookt volledig met de logica van de circulaire economie, hoewel het model waarin we leven niet duurzaam is.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Lotte Stoops bevestigt dat we inderdaad af moeten van de wegwerpmaatschappij. We stapelen een afvalberg op en zetten de grondstoffen onder druk.

Voorlichting van de consumenten is van essentieel belang. De spreker steunt de invoering van een reparatie-index. De federale minister van Leefmilieu, mevrouw Zakia Khattabi, heeft trouwens onlangs de invoering aangekondigd van een verplichte reparatie-index voor elektronische apparaten. Op federaal niveau worden er dus stappen gedaan om de repareerbaarheid van de voorwerpen te verbeteren.

Haar fractie pleit ook bij het Europees Parlement voor de invoering van een Europese reparatie-index.

Wat de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid betreft, heeft minister Alain Maron onlangs de invoering van een stringenter kader aangekondigd in het raam van een samenwerkingsovereenkomst die thans besproken wordt. Op dat gebied wordt er dus vooruitgang geboekt. Bijgevolg zal de spreker het voorstel van resolutie niet steunen.

Mevrouw Viviane Teitelbaum vindt de strijd tegen geprogrammeerde veroudering noodzakelijk. In dat verband moet een hele reeks maatregelen worden getroffen (hergebruik, reparatie, beschikbaarheid van onderdelen, toegankelijkheid van de plannen van de onderdelen, hergebruik van de componenten enz.).

Het besproken initiatief is weliswaar lovenswaardig, maar niettemin beperkt, aangezien het belangrijkste verzoek betrekking heeft op een federale bevoegdheid. Voor het overige vraagt het voorstel om evaluaties en verslagen.

De federale regering staat op het punt een voorontwerp van wet aan te nemen dat deze index in de loop van 2023 verplicht zou stellen. Er dient evenwel rekening te worden gehouden met de feedback uit Frankrijk, dat als eerste de

place cet indice. De nombreuses critiques concernent notamment la pondération dans la mesure où chaque critère pèse le même poids dans la note finale au détriment de critères indispensables comme la disponibilité des pièces détachées. Malgré l'obligation d'affichage de cet indice, les fabricants ne facilitent pas toujours la vie des consommateurs et ne sont guère enclins à reprendre cet affichage à un endroit visible. Les vendeurs ne sont pas toujours non plus disposés à le faire.

Le caractère symbolique de cette proposition de résolution est patent mais vu que le groupe MR veut appuyer toute avancé dans le domaine, elle approuvera la proposition de résolution.

Mme Cieltje Van Achter, en écho aux débats réguliers sur les déchets sauvages, exprime ses doutes sur la possibilité de recycler les frigos que l'on retrouve abandonnés dans les rues de Bruxelles.

Le fait que les politique menées et que la législation actuelle soient évaluées relèvent de la logique même. Il serait néanmoins étrange que cela ne soit pas le cas aujourd'hui. Des débats ont-ils déjà eu lieu avec le ministre à ce sujet ?

Concernant la responsabilité élargie des producteurs, elle demande des précisions sur la situation actuelle. Quels sont les problèmes rencontrés ?

Malgré l'importance du sujet, elle n'est pas convaincue par la proposition de résolution et elle indique qu'elle s'abstiendra.

Mme Véronique Jamouille explique qu'elle ne soutiendra pas la proposition de résolution car l'indice de réparabilité concerne avant tout les niveaux de pouvoir fédéral et européen.

Notre Région est par ailleurs déjà en transition vers une économie plus circulaire avec le Brudalex.

Mme Ingrid Parmentier relate qu'elle ne soutiendra pas ce texte car il concerne principalement les compétences de l'autorité fédérale. La ministre fédérale de l'environnement a d'ailleurs présenté le 12 septembre dernier une loi obligeant les fabricants à informer les consommateurs du caractère réparable ou non des biens qu'ils vendent. Cette loi est pour l'instant soumise à différents organes d'avis.

En plus du caractère écologique, il y a un aspect économique car le plus souvent, il est moins cher de réparer que de remplacer. Il est prévu dans un premier temps de faire appliquer cette loi aux appareils les plus utilisés (lave-linges, aspirateurs et smartphones).

Concernant la responsabilité élargie des producteurs, l'oratrice rappelle les objectifs de ce dispositif européen basé sur le principe pollueur-payeur. Le ministre a reconnu que le système était en partie dysfonctionnel et insuffisamment contraignant pour les producteurs. La Région fait de l'amélioration de ce système une priorité, avec notamment l'intégration de nouveaux flux comme les matelas.

index heeft ingevoerd. Veel kritiek gaat met name over de weging, aangezien elk criterium hetzelfde gewicht krijgt in de eindscore ten nadele van noodzakelijke criteria zoals de beschikbaarheid van onderdelen. Ondanks de verplichting om die index duidelijk te vermelden, maken de fabrikanten het de consumenten niet altijd gemakkelijk en zijn ze daartoe niet altijd bereid. Dat geldt ook voor de verkopers.

Het symbolische karakter van het voorstel van resolutie is overduidelijk, maar aangezien de MR-fractie alle vooruitgang op dat gebied wil steunen, zal de spreker het voorstel van resolutie steunen.

Mevrouw Cieltje Van Achter verwijst naar de regelmatige debatten over zwerfvuil en uit haar twijfels over de mogelijkheid om de koelkasten die in de straten van Brussel worden achtergelaten, te recyclen.

Het is niet meer dan logisch dat het gevoerde beleid en de wetgeving worden geëvalueerd. Het zou toch bizar zijn, mocht dat vandaag niet het geval zijn. Is dat al besproken met de minister?

Wat de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid betreft, vraagt de spreker om toelichtingen over de huidige situatie. Welke problemen worden ondervonden?

Ondanks het belang van het onderwerp is ze niet overtuigd door het voorstel van resolutie en zal ze zich bij de stemming onthouden.

Mevrouw Véronique Jamouille zal het voorstel van resolutie niet steunen, want het federale en Europese niveau zijn in de eerste plaats bevoegd voor de reparatie-index.

Voorts heeft ons Gewest met Brudalex al de transitie naar een meer circulaire economie ingezet.

Mevrouw Ingrid Parmentier zal het voorstel niet steunen, omdat het hoofdzakelijk om federale bevoegdheden gaat. Op 12 september laatstleden heeft de federale minister van Leefmilieu trouwens een wet voorgesteld die de fabrikanten ertoe verplicht de consumenten te informeren over de al dan niet repareerbaarheid van de apparaten die ze verkopen. Deze wet is thans voorgelegd aan verschillende adviesorganen.

Naast het ecologisch aspect is er ook een economisch aspect, want reparatie is vaak goedkoper dan vervanging. Het is de bedoeling om de wet in eerste instantie toe te passen op de meest gebruikte apparaten (wasmachines, stofzuigers en smartphones).

Wat de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid betreft, herinnert de spreker aan de doelstellingen van deze Europese regeling die gebaseerd is op het beginsel dat de vervuiler betaalt. De minister heeft erkend dat het systeem niet helemaal correct functioneert en niet streng genoeg is voor de producenten. Het Gewest maakt van de verbetering van het systeem een prioriteit, met onder meer de integratie van nieuwe stromen zoals matrassen.

Quant à la manière de décliner la directive sur les plastiques à usage unique, elle est encore en cours de discussion. À cet égard, un accord de coopération est en cours de négociation entre les trois Régions. Il déterminera une contribution spécifique en fonction du type de déchets. Ce projet d'accord de coopération fera ensuite l'objet d'une ordonnance d'assentiment qui sera soumise au parlement bruxellois. Nous aurons donc l'occasion de faire le point sur ce dossier.

M. Jonathan de Patoul se joint aux éléments de ses collègues de la majorité.

Mme Gladys Kazadi regrette que sa proposition de résolution ne soit pas soutenue. Les arguments se focalisent principalement sur la remarque de la répartition des compétences. Bruxelles pourrait indiquer qu'elle soutient l'objectif de Mme Zakia Khattabi. Un projet d'ordonnance est mentionné mais nous n'en voyons pas la couleur.

Mme Bianca Debaets se réfère également à l'argument de la compétence fédérale. Ce n'est pourtant pas une raison pour ne rien faire. Les objectifs sont loin d'être atteints.

III. Discussion des considérants et des tirets du dispositif

Les considérants et les tirets du dispositif n'appelant aucun commentaire, le président propose de passer directement au vote de l'ensemble de la proposition de résolution.

IV. Vote sur l'ensemble proposition de résolution

La proposition de résolution, dans son ensemble, est rejetée par 11 voix contre 2 et 1 abstention.

- *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

La Rapporteuse

Ingrid PARMENTIER

Le Président

Tristan ROBERTI

Het Gewest discussieert nog over de manier waarop de richtlijn betreffende kunststofproducten voor eenmalig gebruik moet worden geïmplementeerd. In dat verband onderhandelen de drie Gewesten over een samenwerkingsovereenkomst die een specifieke bijdrage zal vaststellen volgens het soort afval. Vervolgens zal een ontwerp van ordonnantie tot instemming met de samenwerkingsovereenkomst worden voorgelegd aan het Brussels Parlement. We krijgen dus de gelegenheid om in dit dossier de balans op te maken.

De heer Jonathan de Patoul sluit zich aan bij de opmerkingen van zijn collega's van de meerderheid.

Mevrouw Gladys Kazadi betreurt dat haar voorstel van resolutie niet wordt gesteund. De argumenten gaan vooral over de opmerking over de verdeling van de bevoegdheden. Brussel zou kunnen aangeven dat het de doelstelling van mevrouw Zakia Khattabi steunt. Er wordt gesproken van een ontwerp van ordonnantie, maar waar blijft het?

Mevrouw Bianca Debaets verwijst eveneens naar het argument van de federale bevoegdheid. Dat is echter geen reden om niets te doen. De doelstellingen zijn nog lang niet bereikt.

III. Bespreking van de consideransen en streepjes van het verzoekend gedeelte

De consideransen en streepjes van het verzoekend gedeelte lokken geen enkele commentaar uit. Bijgevolg stelt de voorzitter voor rechtstreeks over te gaan tot de stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel.

IV. Stemming over het voorstel van resolutie in zijn geheel

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel verworpen met 11 stemmen tegen 2, bij 1 onthouding.

- *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur

Ingrid PARMENTIER

De Voorzitter

Tristan ROBERTI